



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Personne publique :

UNIVERSITÉ DE RENNES  
PÔLE DES ACHATS  
2, Rue du THABOR  
CS 46510  
35065 RENNES CEDEX

Objet du marché :

---

**Acquisition de deux environnements virtuels de formation et de simulation  
de type cyber-range pour l'IUT et l'ENSSAT de Lannion**

---

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

**Appel d'offres ouvert en application du Code de la commande publique,  
Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5**

***Référence Consultation : 2023026AOF***

***Version publiée en date du 16/06/2023***

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

CCAP N° 2023026AOF en date du 16/06/2023

## Table des matières

Article 1 - Objet et durée du marché .....	3
1-1-Objet .....	3
1-2-Décomposition .....	4
1-2-1-Tranches .....	4
1-2-2-Lots .....	4
1-3- Durée – Délais d'exécution.....	4
1-4-Forme du marché .....	4
1-5-Sous-traitance .....	4
1-6- Ma Marché complémentaire de fournitures et/ou de prestations similaires .....	4
1-9-Dispositions techniques particulières relative aux marchés de défense ou de sécurité .....	4
1-10- Conditions particulières d'exécution.....	4
Article 2 - Documents contractuels.....	5
Article 3 – Conditions d'installation et délais d'exécution .....	5
3-1-Cadrage du projet.....	5
3-2-Installation .....	5
3-3-Conditions d'installation des équipements de la solution : Mise en Ordre de Marche (MOM) .....	5
3-4-Délais .....	5
Article 4 – Conditions d'exécution des missions et études .....	5
4-1-Qualité : .....	5
4-2- Chef de projet du titulaire : .....	5
4-3- Gestion des personnels du Titulaire : .....	5
Article 5 - Opérations de vérifications et réception.....	6
5-1-1 Vérifications, réception et admission pour le LOT N° 1.....	6
5-1-2 Vérifications, réception et admission pour le LOT N° 2.....	6
Article 6 – Garantie, support et maintenance corrective .....	7
6-1-Garantie .....	7
6-2-Support et maintenance corrective.....	7
Article 7 - Retenue de garantie.....	9
Article 8 - Modalités de détermination des prix .....	9
8-1-Répartition des paiements.....	9
8-2-Contenu des prix .....	9
8-3-Modalités des prix.....	9
8-4-Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	9
Article 9 – Avance.....	9
Article 10 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
10-1- Acomptes et paiement partiels définitifs.....	9
Article 11 - Clauses techniques .....	11
Article 12 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger .....	11
Article 13 - Pénalités de retard .....	11
13-1-LOTS 1 & 2 : Retard de livraison, non remise des livrables et ou absences de prestation .....	11
13-2- LOTS 1 & 2 : Mise en œuvre des pénalités .....	12
Article 14 - Attribution de compétence .....	12
Article 15 - Résiliation.....	12
Article 16 - Assurances.....	13
Article 17 - Obligations du titulaire.....	13
Article 18 - Réversibilité.....	13
Article 19 – Propriété et utilisation des résultats .....	15
Article 20 – Clause de réexamen .....	16
Article 21 – Obligations de confidentialité. Clause de protection des données personnelles. Mesures de sécurité et secret professionnel.....	16
Article 22 - Dérogations aux documents généraux .....	17

## Article 1 - Objet et durée du marché

### 1-1-Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent la prestation ci-dessous désignée :

La consultation porte sur les prestations désignées ci-après :

#### **Acquisition de deux environnements virtuels de formation et de simulation de type cyber-range pour l'IUT et l'ENSSAT de Lannion**

##### **Contexte :**

*Cette consultation a pour objet la fourniture, la livraison, la mise en service et la formation à l'utilisation de deux « environnements virtuels de simulation et formation de type cyber-range », un pour l'IUT de Lannion et un pour l'Enssat.*

*Pour l'IUT de Lannion, l'acquisition de cette plateforme de cybersécurité s'inscrit dans le cadre de développement des enseignements en cybersécurité avec l'arrivée du BUT (Bachelor Universitaire de Technologie) cybersécurité (en 2021) et du développement de nouvelles opportunités de formation autour de la sécurité numérique dans un contexte où : 1/ un Campus des Métiers et des Qualifications (CMQ) d'excellence (Numérique, Photonique et Cybersécurité) a été labellisé à Lannion en 2020, et 2/ la structuration et le développement d'un écosystème de référence « cybersécurité des réseaux de communication » en Bretagne sur le territoire de Lannion ont commencé.*

*Pour l'École Nationale Supérieure des Sciences Appliquées et de Technologie de Lannion (Enssat), l'acquisition de cette plateforme s'inscrit dans le renforcement des parcours cyber dans ses formations en informatique (FISE et FISA) et en système numérique (cyber IoT/Réseaux). L'Enssat est également partenaire du master en cybersécurité de l'EUR Cyberschool1. Cette formation en Master 1 et 2 a pour objectif de former à la recherche en cybersécurité. Dans le cadre d'un double diplôme d'ingénieur en Informatique Enssat d'une part et Master EUR CyberSchool d'autre part, des cours spécifiques liés à la sécurité des réseaux et virtualisation des infrastructures sont dispensés (et potentiellement ouverts aux étudiants autres que ceux de l'Enssat).*

*L'Enssat et l'IUT sont également partie prenante du consortium pour l'appel à projet CMA Cyberskill4All.*

*Dans ce contexte et dans celui du CMQ d'excellence, les deux établissements Lannionnais doivent développer de nouveaux outils et moyens pour former les étudiants/apprenants à la cybersécurité et pouvoir proposer des blocs d'apprentissage pour les non spécialistes désirant se former à la cybersécurité. Les équipements seront donc largement utilisés dans ces différents cadres d'enseignement et de recherche.*

**PROGRAMME DE FINANCEMENT :** *Les équipements et services faisant l'objet de la présente consultation s'insèrent dans le cadre du projet Campus des métiers & qualifications d'excellence numérique et photonique de Lannion de l'appel à projet PIA 3 (Projets d'Investissements d'Avenir) portés par l'Université de Rennes et l'IUT de Lannion et pour l'ENSSAT de Lannion par une subvention d'investissement cofinancée par les collectivités, notamment Lannion Trégor Collectivité et le Conseil Départemental des Côtes d'Armor (22).*

*La présente consultation est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert européen, en application des dispositions du code de la commande publique [CCP], et notamment des articles L. 2124-2 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et les articles R. 2124-2 1° et R. 2161-5 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.*

*La description des services attendus ainsi que leurs spécifications techniques sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières pour chacun des lots, ainsi que dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières commun aux deux lots, pièces sous réf. 2023026AOF.*

La présente consultation et les deux marchés susvisés sont régis par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC, Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics publié au JORF n°0078 du 1er Avril 2021 et par le Code de la Commande Publique, regroupant les deux textes suivants :

- L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;
- Le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).

##### **Lieux d'exécution des prestations :**

***IUT de Lannion : Rue Édouard Branly, 22300 Lannion ;***

***École Nationale Supérieure des Sciences Appliquées et de Technologie de Lannion (ENSSAT) : 6 Rue de Kerampont, 22300 Lannion***

## 1-2-Décomposition

### 1-2-1-Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

### 1-2-2-Lots

Le présent appel d'offres est décomposé en deux (2) LOTS au sens de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique correspondant aux accords-cadres conclus de manière séparée définis ci-après :

- LOT N° 1 : *fourniture, la livraison, la mise en service et la formation à l'utilisation d'un « environnement virtuel de simulation et formation de type cyber-range » pour l'IUT de Lannion*
- LOT N° 2 : *fourniture, la livraison, la mise en service et la formation à l'utilisation d'un « environnement virtuel de simulation et formation de type cyber-range » pour l'ENSSAT*

### 1-3- Durée – Délais d'exécution

Les deux marchés susvisés s'exécuteront à compter de la date de notification, suivant l'avancement du projet susvisé, pendant la durée d'exécution des prestations de livraison et d'installation, fixée à quelques mois.

**La date de livraison sur site sera fixée en accord avec l'acheteur et devra être antérieure au 1er décembre 2023.**

**La date de facturation devra impérativement être antérieure au 31 décembre 2023.**

Les garanties initiales, la maintenance et le maintien en condition opérationnelle démarrera à l'issue de l'admission des équipements et des solutions logicielles.

### 1-4-Forme du marché

Les deux marchés susvisés sont des marchés ordinaires conclus à prix forfaitaires, suivant les prix fixés à l'acte d'engagement et à l'annexe relative aux prestations supplémentaires (PSE) ou options éventuellement retenues à la conclusion du marché, ou intégrées a posteriori par avenant.

### 1-5-Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur conformément au 3.6.1 du CCAG-TIC. L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles L.2193-4, L.2193-5, R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique et conformément aux dispositions du 3.6.2 du CCAG-TIC.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du titulaire (CF article 50.1 du CCAG).

### 1-6- Ma Marché complémentaire de fournitures et/ou de prestations similaires

Suivant les dispositions des Articles R.2122-4 et R.2122-7 du code de la commande publique, ce marché pourra donner lieu à un nouveau marché pour la livraison de fournitures et/ou la réalisation de prestations similaires, qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Les conditions d'exécution de ce marché seront les suivantes :

- consultation de l'attributaire du présent marché sur la base d'un descriptif technique des fournitures à livrer ou des prestations à réaliser ;
- remise par l'attributaire du présent marché d'une offre de prix comportant une décomposition du prix globale et forfaitaire dans les délais fixés par l'acheteur ;
- les conditions administratives du nouveau marché seront celles figurant dans le présent C.C.A.P. N° 2023026AOF.

**Ce marché de fournitures et/ou de prestations similaires pourra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.**

### 1-9-Dispositions techniques particulières relative aux marchés de défense ou de sécurité

Sans objet.

### 1-10- Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution ou de prestation réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L.2113-12 et R.2113-7 du Code de la commande publique.

## Article 2 - Documents contractuels

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- L'offre technique et le mémoire méthodologique du titulaire ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG-TIC, Arrêté du 30 mars 2021).

## Article 3 – Conditions d'installation et délais d'exécution

### 3-1-Cadrage du projet

Une fois le marché notifié débute la phase de cadrage du projet durant laquelle le prestataire et l'Université de Rennes échangent et peaufinent la démarche projet (architecture à mettre en place, planning des livraisons, installations, interfaçage avec le SI, phases de tests et formations aux outils fournis au titre du présent marché etc.).

### 3-2-Installation

Le pouvoir adjudicateur attend du titulaire des prestations d'études initiales, de mise en œuvre et d'installation de la solution proposée, de mise en service et de transfert de compétences.

### 3-3-Conditions d'installation des équipements de la solution : Mise en Ordre de Marche (MOM)

L'installation et la mise en ordre de marche de la solution sont réalisées par le titulaire. Il remet un procès-verbal de mise en ordre de marche au pouvoir adjudicateur et lui indique s'il sera présent aux opérations de vérification.

Les documentations, les licences et les évolutions fournies au titre des équipements et de la solution ou les solutions logicielles, sont délivrées au nom du pouvoir adjudicateur.

### 3-4-Délais

Le planning de déploiement indicatif des prestations sera joint en annexe de l'offre du titulaire.

Les délais moyens stipulés dans le C.C.T.P. seront définis de manière précises dans l'offre du titulaire.

## Article 4 – Conditions d'exécution des missions et études

### 4-1-Qualité :

Le Titulaire s'engage, à garantir la qualité et la conformité des équipements et prestations qu'il assure dans le cadre du marché. A ce titre, il garantit le respect des dispositions du cahier des clauses techniques particulières.

Le Titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux prestations du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des prestations fournies par le Titulaire.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par le pouvoir adjudicateur ou par un tiers à sa demande, sont opposables au titulaire.

Le Titulaire s'engage à proposer durant toute l'exécution du projet des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et diffuser les résultats obtenus.

### 4-2- Chef de projet du titulaire :

Le Titulaire désigne, à la notification du marché, un chef de projet avec les compétences nécessaires pour le suivi du présent marché. Le chef de projet, ainsi désigné, est l'interlocuteur du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée du marché.

Les interlocuteurs du pouvoir adjudicateur, dont le chef de projet, peut à tout moment être remplacés à l'initiative du titulaire, à condition que la ou les personnes qui remplace(nt) chaque interlocuteur soi(en)t de compétence au moins équivalente.

Tout changement de chef de projet du Titulaire, après information du pouvoir adjudicateur doit être opéré dans le respect de la continuité du service rendu.

### 4-3- Gestion des personnels du Titulaire :

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le Titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Afin de vérifier que les salariés désignés par le Titulaire présentent les compétences professionnelles conformes à celles

présentées dans son offre, le titulaire devra produire, avant tout début d'exécution, le profil des intervenants. Le pouvoir adjudicateur dispose de la faculté de récuser ces intervenants.

En cas d'absence ou de départ d'un de ses préposés, le Titulaire doit en aviser le pouvoir adjudicateur et désigner un remplaçant vers lequel il doit assurer le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu et de sa qualité associée.

En outre, le pouvoir adjudicateur peut demander à tout moment, sur décision motivée, le remplacement de toute personne affectée à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre. Le Titulaire doit alors procéder à son remplacement.

Pour tout remplacement de personnel, le Titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances du projet nécessaire à l'exécution des prestations.

En aucun cas, le remplacement de personnel du titulaire ne pourra entraîner une modification des conditions d'exécution de l'accord-cadre et notamment du prix ou des délais d'exécution.

En cas de deux refus successifs par le pouvoir adjudicateur d'un remplaçant proposé par le Titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier de l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG/PI.

## **Article 5 - Opérations de vérifications et réception**

Les phases de vérifications et d'admission des prestations s'appuieront sur les dispositions générales du CCAG-TIC (articles 29 à 35) et sur les conditions particulières définies à l'**article 28 - Modalités de vérification et d'admission des prestations du CCTP sous réf. 2022062AOS**, pièce contractuelle spécifique à chaque accord-cadre.

### **5-1-1 Vérifications, réception et admission pour le LOT N° 1**

Pour le lot N° 1 le cadre général applicable est défini ci-après.

#### **Vérification d'aptitude (VA)**

- La VA a pour objet de constater que les prestations de conception ou de développement, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché.  
Cette constatation peut aussi résulter de l'exécution, dans les conditions fixées par le marché, d'un ou de plusieurs programmes ou bancs d'essais.
- La VA doit être prononcée dans un délai de 30 jours à partir de la Mise en Ordre de Marche.
- Si la VA est positive, le pouvoir adjudicateur procède à la Vérification de Service Régulier.
- Si la VA est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement, une nouvelle mise en ordre de marche peut être exécutée à la demande du pouvoir adjudicateur.

#### **Vérification de Service Régulier (VSR)**

- La VSR a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.
- La régularité du service s'observe pendant deux mois, à partir du jour de la décision positive de VA prise par le pouvoir adjudicateur.

#### **Réception pour le LOT N° 1**

- Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de 2 mois à compter de la mise en production pour notifier par écrit au titulaire sa décision relative à la vérification de service régulier.
- Si la VSR est positive, le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception des prestations. La réception peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par le pouvoir adjudicateur.
- Si la VSR est négative, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire soit l'ajournement des prestations avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire de dix (10) jours, soit la réception avec réfaction, soit le rejet.
- La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception.

### **5-1-2 Vérifications, réception et admission pour le LOT N° 2**

Pour le lot N° 2 le cadre général applicable est défini ci-après.

#### **Vérification d'aptitude (VA)**

- La VA a pour objet de constater que les prestations de conception ou de développement, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché.  
Cette constatation peut aussi résulter de l'exécution, dans les conditions fixées par le marché, d'un ou de plusieurs programmes ou bancs d'essais.
- La VA doit être prononcée dans un délai de 30 jours à partir de la Mise en Ordre de Marche.
- Si la VA est positive, le pouvoir adjudicateur procède à la Vérification de Service Régulier.

- Si la VA est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement, une nouvelle mise en ordre de marche peut être exécutée à la demande du pouvoir adjudicateur.

### **Vérification de Service Régulier (VSR)**

- La VSR a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.
- La régularité du service s'observe pendant deux mois, à partir du jour de la décision positive de VA prise par le pouvoir adjudicateur.

### **Réception pour le LOT N° 2**

- Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de 2 mois à compter de la mise en production pour notifier par écrit au titulaire sa décision relative à la vérification de service régulier.
- Si la VSR est positive, le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception des prestations. La réception peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par le pouvoir adjudicateur.
- Si la VSR est négative, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire soit l'ajournement des prestations avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire de dix (10) jours, soit la réception avec réfaction, soit le rejet.
- La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception.

## **Article 6 – Garantie, support et maintenance corrective**

### **6-1-Garantie**

La durée minimale de garantie relative à l'ensemble des équipements attendus, solutions logicielles et environnements virtuels de formation et de simulation, est d'une année, conformément aux dispositions de l'article 36, dont le 36.1. du CCAG-TIC.

A l'issue de cette année de garantie, un ou plusieurs contrats de maintenance pourront être intégrés ou conclus au titre du présent marché.

### **6-2-Support et maintenance corrective**

La solution proposée devra inclure une maintenance matérielle et logicielle d'une année à date de la recette (support téléphonique ou par ticket, mise à jour logicielle, support matériel, télémaintenance, etc.).

Le titulaire indiquera dans son offre les conditions précises de cette maintenance (à minima sur site J+3 5j/7 pour la partie matérielle), notamment et de manière non exhaustive : le contenu, les délais d'intervention, les délais de réparation, les modalités d'accès, la langue utilisée pour le support, sur site, retour atelier, etc.

Le titulaire indiquera également dans son offre le coût annuel de ce même niveau de maintenance matérielle et logicielle pour l'année N+2 ainsi que la règle de calcul pour l'évolution du coût pour les années suivantes.

Concernant les aspects matériels (serveurs), le soumissionnaire précisera le cycle de vie de ce matériel (plus de support au-delà de 5 ans, 7 ans, etc.).

Concernant les aspects logiciels, le soumissionnaire précisera si la licence est une licence à perpétuité ou en location et si la licence est attachée à un matériel dédié ou peut être transférée sur un autre serveur.

Des PSE seront proposées incluant différents types de maintenance et de durée.

Le soumissionnaire pourra indiquer si des groupes d'utilisateurs existent. Dans ce cas, il précisera les modalités d'accès, les avantages spécifiques, etc.

Prestations attendues concernant la maintenance corrective associées aux développements spécifiques

La prestation de maintenance corrective consiste pour le Titulaire, en cas d'anomalie, en la correction du ou des programmes et/ou des paramétrages et/ou des données, ou, en l'indication, le cas échéant, d'une solution de contournement permettant le redémarrage des parties serveur ou de l'élément défaillant pour la partie technique et une solution de contournement pour la partie fonctionnelle. Cette maintenance corrective peut devoir s'articuler avec la maintenance progicielle éditeur en cas de mobilisation d'une solution éditeur.

La solution est considérée comme remis en état, dès lors que son fonctionnement normal est rétabli. Cette procédure de remise en état doit inclure la mise à jour de tous les livrables impactés par la correction.

La constatation d'un dysfonctionnement de la solution est soit établie par l'Université au travers d'une fiche de demande de support prévue pour cela, soit par le Titulaire lui-même, qui établira une fiche de même type. La demande d'intervention, si elle émane de l'Université, est accompagnée d'un rapport comportant au minimum :

- Le nom du projet ;
- La description succincte du problème rencontré ou résumé de la question posée ;
- Le nom et les coordonnées du service qui saisit le Titulaire ;

- La qualification de l'incident (bloquant, majeur, mineur).

Dès réception d'une demande de support signalant une anomalie ou dès réception d'un appel téléphonique en cas d'anomalie bloquante, le Titulaire confirme dans un délai prévu dans le tableau ci-dessous sa prise en compte à l'Université sous la forme d'un mail et d'une mise à jour de la demande dans l'outil de suivi de gestion des anomalies en indiquant la date, l'heure et le numéro d'enregistrement. Sauf pour des anomalies qualifiées de mineur par l'administration, le Titulaire complètera les informations portées sur la fiche de l'outil de suivi en indiquant :

- Le résultat de la première analyse (composants impactés, description du dysfonctionnement) ;
- La nature des actions prescrites ou programmées ;
- La qualification de l'anomalie selon le Titulaire, si elle diffère de celle annoncée par l'Université. En l'absence de consensus entre les Parties le dernier mot revient à l'Université. A compter de la demande de support, le Titulaire s'engage à intervenir et à remettre en état de fonctionnement l'application éventuellement par une solution de contournement, dans les délais maximums suivants :

#### **Livrables attendus au titre du support et de la maintenance corrective**

Les livrables attendus sont les suivants :

Concernant le support fonctionnel et technique :

- Fiches de demande de support mises à jour au fil de l'eau dans l'outil de suivi du Titulaire au plus tard, un (1) jour après la prise en compte de la demande par le Titulaire ;
- Un rapport mensuel reprenant les indicateurs associés au support fonctionnel et technique permettant de suivre l'évolution quantitative et qualitative des demandes de support, leur traitement ainsi que les dispositifs d'amélioration continue pour éviter les demandes reproductibles.

Concernant le maintien en condition opérationnelle :

- Rapport de signalement des anomalies/incidents (un (1) jour après la prise en compte de la demande par le Titulaire) ;
- Rapport/dossier de traitement des incidents et anomalies :
  - Le descriptif du correctif ou de la solution de contournement ;
  - Le dossier d'installation du correctif ou du contournement, le rapport des tests unitaires, de non-régression sur les plans fonctionnels et de performance, la documentation technique et les contrats d'interfaces mis à jour si nécessaire.
- Plan de maintien en condition opérationnelle de la solution ;
- L'ensemble de la documentation et des données associées aux actions précitées ;
- Un rapport mensuel reprenant les indicateurs associés au maintien condition opérationnelle permettant de suivre l'évolution quantitative et qualitative du traitement des anomalies ainsi que les dispositifs d'amélioration continue pour éviter les anomalies reproductibles.

Au titre de la Vérification de Service Régulier (VSR), le Titulaire doit produire un bilan de service régulier contenant notamment la liste des incidents de la solution corrigée avec, pour chaque incident, la date d'identification, la date de correction et les modalités de correction.

#### **Maintenance associée à l'usage d'une solution éditeur**

En cas de recours à une solution éditeur, la redevance/souscription/maintenance associée à l'usage de la solution l'éditeur comprend, outre l'assistance, les correctifs à l'initiative de l'éditeur.

Toute montée de version doit faire l'objet d'une étude d'impact et d'une validation préalable de la part de l'Université notamment au regard de l'impact sur les développements spécifiques et des interfaces aux d'autres systèmes d'information.

Dans le cadre des montées de version et des correctifs à l'initiative de l'éditeur, le Titulaire garantit la portabilité des développements spécifiques qui ont été nécessaires pour la mise en œuvre de la solution (interfaces et non régression en termes de données inclus).

Il revient également au Titulaire de s'assurer, préalablement à la livraison de montée de version ou d'un correctif à l'initiative de l'éditeur, que cela n'occasionne pas de régression de la solution AIR-CA. Une fois ces vérifications effectuées par le Titulaire, celui-ci se coordonne avec les services de l'Université sur une date de livraison en environnement de qualification.

L'Université a la possibilité de refuser une montée de version ou un correctif, si à l'issue de la recette, si elle constate des régressions ou pour tout autre motif propre à l'Université.



## Article 7 - Retenue de garantie

Sans objet.

## Article 8 - Modalités de détermination des prix

### 8-1-Répartition des paiements

L'acte d'engagement de chaque lot indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au prestataire de services titulaire de ce lot et à ses sous-traitants ;
- au prestataire mandataire titulaire de ce lot, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Chaque lot fera l'objet impérativement d'une facturation séparée par le Titulaire dans les dispositions décrites plus bas, en indiquant impérativement sur chaque état d'acompte la référence figurant à l'acte d'engagement, de la manière suivante :

- **LOT 1 : Marché Réf. 2023026AOF01 – IUT de Lannion ;**
- **LOT 2 : Marché Réf. 2023026AOF02 – ENSSAT de Lannion.**

### 8-2-Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Le marché est traité à prix unitaires suivant les bordereaux des prix unitaires des titulaires annexés à l'acte d'engagement.

### 8-3-Modalités des prix

Les prix sont fermes.

### 8-4-Application de la taxe à la valeur ajoutée

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

## Article 9 – Avance

Selon les articles L.2191-2, L. 2191-3 et R.2191-3 du Code de la commande publique, sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R.2191-6 et R.2191-7 du Code de la commande publique.

Pour le calcul de l'avance l'option retenue est : l'option A.

Cette avance est fixée à 5 % du montant initial du marché TTC, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois.

Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est fixée à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

**Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.**

La catégorie des micros, petites et moyennes entreprises (PME) est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros cf. recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 sur la définition des PME.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant TTC du marché.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

## Article 10 - Acomptes et paiements partiels définitifs

### 10-1- Acomptes et paiement partiels définitifs

Les acomptes et paiements conformément aux bons de commande émis successivement par la personne publique seront versés au titulaire en fonction de l'état d'avancement des études, missions, livraisons, avancement de projet, selon les dispositions de l'article 11.2 du C.C.A.G.-TIC.

## - Modalité de facturation

**Chaque demande d'avance et facture d'acompte devra être adressée via la plateforme Chorus Pro.  
Merci de bien vouloir préciser le code SIRET suivant : 130 030 513 00019.**

En cas d'impossibilité, le service comptabilité du titulaire devra adresser son état facturier :

**Université de Rennes 1 - Agence Comptable – TSA 34255  
Campus de Beaulieu - Bâtiment 24  
263 Avenue du Général Leclerc - CS 74205  
35042 RENNES CEDEX**

## 10-2- Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-P.I.

Les demandes de paiement seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la décomposition des prix forfaitaires ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-TIC ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

### • En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-TIC.

### • En cas de sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a quinze jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

### 10.3 - Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder trente (30) jours, conformément aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

Le défaut de paiement dans les délais susmentionnés fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts courent à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse de mise en paiement du principal. Le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publics majore le taux des intérêts moratoires. En effet, en vertu de son article 8, « le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ».

Une indemnité forfaitaire de 40 euros sera versée en cas de dépassement du délai global de paiement, se rajoutant au montant des intérêts moratoires dus, quel que soit leur montant.

### Article 11 - Clauses techniques

Les éléments techniques de la prestation sont détaillés dans le CCTP et ses annexes relatif à chaque lot, pièces portant référence 2023026AOF.

### Article 12 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

### Article 13 - Pénalités de retard

En cas de manquement aux obligations, de mauvaise exécution, d'inexécution ou de non-atteinte des résultats attendus, le titulaire encourt, des pénalités telles que précisé à la convention de service annexée au CCTP.

Lorsque le délai contractuel d'intervention est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités détaillées ci-après :

#### 13-1-LOTS 1 & 2 : Retard de livraison, non remise des livrables et ou absences de prestation

**Les pénalités de retard (équipements, solutions attendues, livrables et prestations)** commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai de livraison est expiré, conformément aux dispositions de l'article 14 - Pénalités

du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel de livraison défini au présent CCAP est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = montant de la prestation ou l'équipement livrée en retard

R = nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités d'un montant inférieur à : 300,00 €.

Le titulaire peut solliciter par écrit une prolongation du délai d'exécution. L'accord du pouvoir adjudicateur permet au titulaire d'être exonéré de l'application des pénalités de retard. Cette prolongation peut notamment être justifiée par des difficultés imprévues.

**Les pénalités d'indisponibilité** pour chacun des équipements et solutions techniques concernés dans le cadre de la garantie commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à partir de :

- ✓ une semaine après la réception de la demande d'intervention par le titulaire pour une maintenance sur site ;
- ✓ deux semaines après la réception de la demande d'intervention par le titulaire pour une maintenance chez le titulaire.

Elles sont fixées à 200,00 € par jour d'indisponibilité.

Les **pénalités** pour **non remise des documents techniques** demandés commencent à courir 7 jours après la mise en service du matériel. Elles sont fixées à 50,00 € par jour de retard.

### **13-2- LOTS 1 & 2 : Mise en œuvre des pénalités**

Si le pouvoir adjudicateur constate la non-réalisation ou un défaut d'une prestation, il en informe le titulaire par écrit (mail ou courrier). Passés quinze (15) jours à compter de cette notification écrite et sans réponse du titulaire, les pénalités définies ci-dessus et dans la convention de service s'appliqueront.

Ces pénalités sont cumulables et seront appliquées sur le montant de la facture émise au regard du ou des bons de commande engagés auprès du titulaire.

Le montant total des pénalités ne pourra excéder 10 % du montant total du marché ou de la valeur des prestations attendues au titre du bon de commande notifié au titulaire, conformément au CCA-TIC.

## **Article 14 - Attribution de compétence**

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile de la personne publique.

Les litiges éventuels seront réglés par les lois et règlements du droit français.

Instance chargée d'informer au sujet des procédures de recours et de l'instruction des dossiers :

Tribunal administratif de Rennes  
Hôtel de Bizien - 3, Contour de la Motte- CS 44416  
35000 RENNES  
Tél. : 02 23 21 28 28 - Télécopie : 02 99 63 56 84  
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est constitué de médiateurs délégués régionaux, accessible sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges>

Coordonnées du comité consultatif régional :

DIRECCTE DES PAYS DE LA LOIRE  
Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics  
22 mail Pablo Picasso - BP 24209  
44042 NANTES Cedex 1  
Tél : 02 53 46 79 83 (mardi matin, mercredi, jeudi matin, de 9h à 12h)  
Fax : 02 53 46 79 79  
Mél : Paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

## **Article 15 - Résiliation**

Les conditions de résiliation applicables au présent accord-cadre seront celles des articles 47 à 54 inclus du C.C.A.G.-TIC.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 % de la valeur du marché ou du (ou des) bon(s) de commande engagés auprès du titulaire.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 32 du CCAG/PI, l'Université se réserve le droit de prononcer la résiliation immédiate de tout ou partie de l'accord-cadre sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R.2143-3 et R.2143-5 à R.2143-12 du code de la commande publique
- Mauvaise exécution ou défaut d'exécution des prestations objet du présent accord-cadre ;
- Si trois pénalités pour retard ont été appliquées au cours d'un même semestre ;
- En cas de non-respect des dispositions relatives aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail après mise en demeure restée infructueuse ;

- En cas de défaut de désignation du chef de projet ou récusation de celui-ci dans les conditions décrites au présent document ;
- En cas de délais contractuels de prise en charge des bons de commande non respectés par le titulaire ;
- En cas de délais contractuels de réalisation des missions confiées au titulaire non respectés.

Cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au Titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de l'envoi de ladite lettre. Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucune indemnité.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, le Titulaire remet au pouvoir adjudicateur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et prestations effectuées dans le cadre de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire

La personne publique peut résilier le marché aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements, disposition prévue dans le Code de la Commande Publique et selon les dispositions des articles 47 à 54 du CCAG FCS.

La résiliation sera prononcée, le cas échéant, avec exécution des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, comme il est stipulé à l'article 50 du CCAG TICE.

Outre les clauses de résiliation prévues par le Code de la commande publique et les articles 47 à 54 du CCAG-TICE, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, en cas d'infractions caractérisées aux clauses du marché, et sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

La décision de résiliation interviendra après que le titulaire en ait été informé, par lettre recommandée avec accusé de réception et inviter à présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

La résiliation pourra être prononcée, le cas échéant, avec exécution des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, comme il est stipulé à l'article 45 du CCAG FCS.

## **Article 16 - Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et justifiant qu'il est à jour de ses cotisations.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 17 - Obligations du titulaire**

### **Obligation de respect de la législation du travail :**

Le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

### **Obligation de confidentialité :**

Chacune des parties s'engage à garder confidentielles les informations désignées comme telles par l'autre partie et à prendre les dispositions nécessaires afin d'assurer le respect de cette obligation tant à l'égard des tiers, qu'à l'égard des membres de son personnel appelé à en avoir connaissance lors de l'exécution du présent marché.

## **Article 18 - Réversibilité**

### **Préambule**

Le Titulaire s'engage, à tout moment de l'exécution du marché, quelle que soit la phase en cours de réalisation et à l'issue de la période contractuelle du marché, à transférer l'ensemble des éléments liés à la mise en œuvre de la solution proposée.

Il s'agit du transfert des développements spécifiques, de la documentation, de données et de savoir-faire à un tiers désigné par l'Université ou, le cas échéant, l'Université elle-même, dans le but de lui permettre de reprendre la suite de cette activité

sans qu'il y ait d'interruption ou de perte de qualité des prestations et sous-prestation objets de la réversibilité.

Pendant la phase de réversibilité, le Titulaire continue d'assurer les prestations dont il a la responsabilité.

Le Titulaire doit permettre à son repreneur d'assurer la reprise de ses prestations en lui transmettant toutes les informations utiles (contexte, avancement, documentations, outils avec modes opératoires, formations aux outils existants), ainsi que toute la documentation dont il dispose dans le cadre du présent accord-cadre.

**Le Titulaire a une obligation de résultat** pour les prestations réalisées au titre de la prestation de réversibilité, quelle qu'en soit leur nature, dès lors tous les moyens lui permettant de réaliser ces prestations lui ont été fournis.

La réussite du projet dépend donc de la capacité du Titulaire à conduire des actions de transfert de connaissances, de modes opératoires et d'outils, vers les équipes de l'Université ou du tiers désigné et d'assurer une étroite collaboration entre les équipes, indispensable pour la réussite de la mission.

### **Prestations attendues**

Le Titulaire assure, dans les conditions ci-après définies, la réversibilité de la mise en œuvre de la solution AIR-CA et des évolutions de celle-ci ainsi que des montées de versions qui ont été réalisés durant la durée d'exécution du présent accord-cadre, que ce soit en cours du marché ou à la date de fin du marché.

La date de démarrage de la prestation relève de la décision de l'Université qui informera le Titulaire deux (2) mois avant la date prévisionnelle de début de réversibilité, de façon à ce que le Titulaire puisse s'organiser en conséquence.

La prestation se déroule en une phase d'initialisation et une phase de transfert de connaissances. Le Titulaire a la responsabilité des actions et des livrables suivants :

#### **Phase d'Initialisation :**

- Définir le planning détaillé entre l'Université ou le tiers désigné et le Titulaire ;
- Proposer le plan de transférabilité ;
- Proposer une organisation pour assurer une totale réversibilité ;
- Proposer une matrice de type RACI avec les différentes actions, rôles et responsabilité entre les acteurs impliqués dans la prestation de réversibilité ;
- Organiser les réunions et/ou ateliers permettant la tenue des objectifs (délais et livrables) de la prestation de réversibilité.

#### **Phase de transfert de connaissances :**

- Inventorier :
  - La liste des demandes dans la base des incidents et des problèmes survenus depuis la notification de l'accord-cadre ;
  - L'état de la documentation des sources ;
- Mettre à jour et à disposition de l'Université l'ensemble de la base documentaire du présent accord-cadre et notamment le dossier contenant l'inventaire des équipements matériels, logiciels et technologique liés à la mise en œuvre de la plateforme ;
- Le cas échéant, mettre à disposition de l'Université l'ensemble du référentiel des codes sources ;
- Examiner les états relatifs à la correction des incidents ;
- Transférer la compétence vers l'Université en présence de l'équipe du Titulaire en réalisant :
  - L'élaboration des supports de formation au démarrage de la réversibilité de façon à ce que l'Université puisse valider ces supports dès la 3ème semaine de réversibilité ;
  - Le cas échéant, l'animation de séances de formation aux intervenants et équipes désignées par l'Université ;
  - Le descriptif et la passation des méthodes et des processus décrits dans le présent CCTP et utilisées par le Titulaire pour une reprise complète par l'Université ;
- Finaliser tout incident et problème, objet d'une intervention par le Titulaire sortant ;
- Finaliser les demandes de maintenance en cours ;
- Le Titulaire assure une maintenance pilotée auprès du repreneur, tout en gardant la responsabilité des livrables. La maintenance par le repreneur est progressive en termes de couverture technique et fonctionnelle, de criticité, de volume et de difficulté ;
- Le Titulaire évalue les connaissances du repreneur et assure :
  - Le transfert de responsabilité et le bilan de réversibilité ;
  - L'assistance de l'Université à destination du Titulaire entrant pendant le premier mois de la réversibilité.

Le Titulaire assiste l'Université pour :

- Définir le niveau minimum requis pour la parfaite et complète reprise des activités ;
- Statuer sur la capacité du repreneur à assurer la reprise des activités et des prestations.

Le repreneur participe aux réunions de fin de phase de la réversibilité, visant à garantir que ses services ont atteint un niveau de compétence suffisant et que l'ensemble des prestations de l'accord-cadre peut être assumé par les équipes mises en place.

## Livrables

Le Titulaire doit notamment fournir les livrables suivants :

- Le dossier contenant l'inventaire des produits, services, éléments de l'ensemble des environnements de la solution proposée ;
- L'ensemble des reporting et des analyses de performances ;
- Le dossier des compte rendus et procès-verbaux de réalisation ;
- Les normes de conception et de développement ;
- Le suivi de l'ensemble des documents (fonctionnels, techniques, organisationnels, comptes rendus, historique des évolutions) ;
- Un rapport d'état des lieux recensant l'ensemble des événements qui se sont déroulés lors de l'année écoulée (analyse des pannes ou dysfonctionnements avec les interventions réalisées, résultats des temps de réponse, etc.) ;
- De manière générale, l'ensemble de la documentation permettant la transférabilité/réversibilité à des niveaux de services équivalent à celui prévus au présent accord cadre.

Livrables	Délai maximal de remise à partir du premier jour d'exécution de la prestation
Planning de réversibilité	5 jours à compter de la date du bon de commande
RACI et liste des documents à transférer	10 jours à compter de la date du bon de commande
Compte-rendu des ateliers et des entretiens	48h à l'issue des ateliers ou entretiens
Dossier de réversibilité	10 jours avant la date de fin de réversibilité

## Délais d'exécution

La durée de la réversibilité est de quatre (4) mois.

Le planning prévisionnel du déroulement de la réversibilité est communiqué dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de notification du bon de commande correspondant.

## Calendrier

Le calendrier de la prestation de réversibilité est proposé par le Titulaire et validé par l'Université. Ce calendrier peut également faire l'objet d'une concertation entre l'Université et le Titulaire pour tout ou partie de ses éléments constitutifs. Le pouvoir d'arbitrage final sur les délais appartient à l'Université.

## Article 19 – Propriété et utilisation des résultats

Conformément aux dispositions des articles 43 à 46 du CCAG-TIC, les résultats attendus, les connaissances antérieures standards et spécifiques relatives au projet susvisé resteront propriété exclusive et permanente du titulaire et de l'Université de Rennes en ce qui les concerne en propre et en propriété et notamment dans les dispositions standards suivantes :

CF. CCAG-TIC 44.1. La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards.

L'acheteur et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

CF. CCAG-TIC 44.2. Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou l'utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

## **Article 20 – Clause de réexamen**

En application des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R. 2194-10 et dans le respect de l'article L. 2194-2 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre intègre des clauses de réexamen tel que défini ci-après.

En cours d'exécution, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le périmètre et/ou les prestations prévus initialement pour chaque lot, en vue d'assurer la continuité de ses missions de service public et la bonne mise en œuvre de la solution attendue.

Ces modifications contractuelles ne seront possibles que dans les conditions suivantes :

- Prestations nouvelles définies lors de réunions organisées avec le titulaire à la demande du en vue de réorganiser, ajuster, moduler la prestation sur certains points à la demande de l'équipe-projet ;
- Prestations ponctuelles non prévues initialement mais en lien avec l'objet du marché à la demande de l'équipe-projet en lien avec l'objet initial du marché ;
- Intégration au BPU de prestations ponctuelles non prévues initialement mais en lien avec l'objet du marché à la demande de l'équipe-projet ;
- Modifications ou ajustements devenus nécessaires s'agissant de la clause relative aux révisions de prix ;
- Cession de marché en cas de modification dans la raison juridique de la personne publique ou du titulaire, modification dans la composition du groupement titulaire du marché (changement de mandataire, de cotraitant) le cas échéant.

L'établissement communique alors par courriel au titulaire le projet de modification qui prendra la forme d'un avenant au contrat ou d'un bon de commande en cas de prestations ponctuelles. Le titulaire dispose d'un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la réception de cette demande pour la lui retourner complétée et signée.

L'acceptation de l'avenant ou du bon de commande par l'opérateur économique sera matérialisée par la signature de son représentant légal ou son délégataire et par sa notification auprès du titulaire.

Dans l'hypothèse où le titulaire refuse cette demande de modification, il doit présenter par écrit les raisons qui selon lui s'opposent à cette opération. Si les motifs présentés par le titulaire ne paraissent pas recevables, l'établissement se réserve la possibilité de résilier unilatéralement et sans indemnité le présent accord-cadre.

## **Article 21 – Obligations de confidentialité. Clause de protection des données personnelles. Mesures de sécurité et secret professionnel.**

En application de l'article 5 du CCAG/PI, le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, dont il aura eu connaissance au titre de l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire de l'accord-cadre est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur au pouvoir adjudicateur pour toutes les opérations et missions qui lui sont confiées. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale à ce sujet et toute remise d'informations ou de données, quel qu'en soit le support, à des tiers.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre. Ces obligations persisteront après l'exécution de l'accord-cadre. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser le pouvoir adjudicateur à résilier l'accord-cadre aux torts du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à ne pas utiliser ses connaissances sur les locaux et prestations objet de l'accord-cadre pour, sans l'accord de la personne publique, accéder ou aider un tiers à accéder aux informations de l'administration de quelque nature que ce soit. Le Titulaire doit porter à la connaissance de l'administration les cas où, au cours de ses interventions, il aurait accédé fortuitement aux dites informations.

L'administration doit prendre toutes les précautions nécessaires pour garantir la sécurité et/ou la conservation des documents, fichiers et données divers qui pourraient être portés à la connaissance du titulaire dans le cadre de ses interventions, choisir et mettre en œuvre les moyens de contrôler leur accès et assurer la sécurité contre toute communication non autorisée.

Le Titulaire s'engage également à respecter les obligations de confidentialité et de protection des données personnelles des usagers de l'Université (personnels ou étudiants), dans le respect des dispositions du « Règlement Général sur la Protection des Données » en vigueur.



En cas de manquement constaté aux obligations mentionnées dans cet article, et indépendamment des sanctions pénales encourues et réparations éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur au titulaire en vertu de l'article 1384 du Code civil, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire.

## **Article 22 - Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 30 du CCAG-TIC par l'article 4 du CCAP (mise en ordre de marche)
- Dérogation à l'article 30 du CCAG-TIC par l'article 4 du CCAP (vérification de service régulier)

---

**Fait à UNIVERSITÉ DE RENNES, le 16/06/2023**

**Document établi par le Pôle des Achats et l'équipe-projet de l'IUT et de l'ENSSAT de Lannion  
Par délégation de M. le Président de l'Université de Rennes**